



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 444 du 28 août 2026

## L'heure des comptes

Les trois derniers mois marqués par la canicule, la sécheresse, les incendies ont mis en lumière l'incurie de l'État, son incapacité à gérer le réchauffement climatique tant dans l'anticipation de ses conséquences pour le monde du travail et la population que dans ses prétentions à protéger celle-ci et le mensonge de la prétendue « transition écologique ». L'été 2026 est d'ores et déjà le plus meurtrier depuis 2003. Plus de 7 300 décès en excès ont été comptabilisés par l'agence Santé publique France de mai à fin juillet. La surface partie en fumée en France depuis le début de l'année est 7 fois supérieure à la moyenne des 20 dernières années. Brûlés par des chaleurs exceptionnelles, fruits et légumes pourrissent dans les champs. Des cultures grillées, des prairies jaunies, des dizaines de milliers d'animaux morts de chaud et des agriculteurs au bord du gouffre. Le bilan est un acte d'accusation sans appel.

Cependant, le gouvernement Macron-Lecornu continue cyniquement d'afficher son autosatisfaction arrogante, « *posture politique* » disait le ministre de l'Intérieur Nunez se justifiant devant les syndicats de pompiers d'avoir affirmé cyniquement, « *Oui, nous avons suffisamment de moyens* ». Et le gouvernement en rajoute aujourd'hui dans le mépris et l'arrogance du mensonge par la voix de sa porte-parole : « *On a entendu beaucoup de contre-vérités durant l'été, alors que les budgets ont été massivement augmentés* ». Sans commentaire !

Macron-Lecornu misent sur le débat budgétaire qui s'ouvre pour semer la confusion au sein des partis parlementaires dans un remake du débat budgétaire d'il y a un an et étouffer la colère sous le poids du sentiment d'impuissance. A la veille de l'élection présidentielle, ils parient sur la couardise et les manœuvres parlementaires pour tenter d'imposer un pas supplémentaire dans les politiques d'austérité. C'est sans compter sur le monde du travail, tout particulièrement les pompiers, les travailleurs des services publics mais aussi ceux du privé, menacés par les licenciements et le chômage, les retraités ou la colère des travailleurs-paysans. Pour eux, c'est le moment de trouver les moyens de se rassembler pour exiger des comptes du gouvernement comme de ses donneurs d'ordres, les milliardaires du CAC 40.

Dès le 13 août, les sapeurs-pompiers étaient massivement en grève à l'appel d'une intersyndicale réunissant

toutes leurs organisations. Cette mobilisation témoigne de la colère profonde qui réunit les travailleurs des services départementaux d'incendies et de secours (SDIS), exaspérés par la politique du gouvernement, son mépris d'autant plus insupportable qu'il vise ceux qu'il qualifie de « héros » ! Leur révolte a imposé l'unité de toutes leurs organisations.

Tous ont appelé à une nouvelle mobilisation nationale les 26, 27 et 28 septembre où se formera Place de la République à Paris, un point de rassemblement permanent puis le mardi 29 une montée à Paris. Le 26 septembre un « *collectif citoyen* » appelle à des rassemblements se référant aux luttes précédentes des pompiers, des enseignants, des hospitaliers, contre les méga-bassines, contre la loi dite Loi d'urgence agricole, pour imposer « *un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation* » « *sans attendre un été de plus* ». Et le 29, la montée des pompiers convergera avec l'appel des fédérations de fonctionnaires à la grève contre le projet de budget de Lecornu.

Alors que dans le pays de nombreuses luttes de salariés éclatent, que les paysans travailleurs sont confrontés à une aggravation dramatique de la crise de l'agriculture, le moment est venu de demander, tous ensemble, des comptes aux classes dirigeantes et à leurs serviteurs, de nous réunir autour d'un programme de transition révolutionnaire sans rien attendre de la mascarade électorale qui commence.

### L'État soumis au capital impuissant à anticiper, protéger, répondre

Loin de tirer les leçons du désastre de l'été, le gouvernement mène campagne pour imposer de nouvelles mesures d'austérité. Pour 2026, le programme « Sécurité civile » de l'État pèse 880 millions d'euros. C'est là que se décide l'achat des Canadair et hélicoptères. Le reste, plus de 90 % des 5,6 milliards d'euros du budget des SDIS, repose sur les communes et les départements lesquels en assument 60 %.

Le budget militaire atteint 57,1 milliards d'euros et la loi de programmation militaire prévoit une hausse chiffrée à 6,7 milliards d'euros.

Cette seule hausse dépasse le budget consacré à l'ensemble des SDIS à l'échelle nationale.

Le gouvernement n'a nullement l'intention d'infléchir sa politique bien au contraire, il annonce dès maintenant de nouvelles coupes en invoquant encore et à nouveau la fatidique dette.

Alors que les prix s'emballent –des fruits et légumes au gaz et à l'électricité en passant par le carburant–, les travailleurs retraités, actifs ou au chômage devraient payer la dette. Cette rente que l'État sert aux financiers pour nourrir les profits a représenté, au premier semestre 2026, 34,5 milliards d'euros soit 18,3 % de plus qu'à la même période l'an dernier.

C'est eux que l'État et le Medef accusent de ne pas assez travailler, de trop se soigner, ou d'être trop indemnisés au chômage, Medef qui vient d'inviter ou plutôt de convoquer à son Université d'été les principaux candidats à la présidentielle qui postulent à gérer l'État de la bourgeoisie pour leur signifier ce qu'il attend du futur élu.

Il n'est pas question de réduire le budget de l'armée, d'annuler les commandes de Rafale ou de toucher aux 270 milliards d'argent public versés aux capitalistes, ou de prendre sur les dividendes des actionnaires et les profits qui se portent très bien et pas que pour TotalEnergies qui bat tous les records avec un résultat net de 9,9 milliards d'euros.

Le 1<sup>er</sup> août, au plus fort des mégafeux, le CAC 40 annonçait la hausse de 34 % des bénéfices au premier semestre 2026, les portant à 73 milliards d'euros.

Et le gouvernement veut réduire de 100 milliards d'euros le budget de l'État ; réduire toujours plus les impôts et les cotisations des entreprises en rallongeant le temps de travail, en repoussant jusqu'à 65 ou 67 ans l'âge de départ à la retraite, en supprimant 1,5 million de postes de fonctionnaires, c'est-à-dire d'agents territoriaux, de pompiers, d'enseignants, d'hospitaliers...

Voilà le cap de l'État, une politique absurde qui ruine la société pour que la minorité capitaliste prédatrice poursuive sa folle accumulation parasite de richesse...

## **Annulation de la dette, expropriation des banques, institution d'un monopole bancaire public**

Ainsi, la dette ne cesse de croître au détriment de l'économie et de la population. Elle atteignait 3 536,1 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2026, soit 75,6 milliards de plus qu'à la fin 2025, et 117,5 % du PIB, selon les derniers chiffres de l'Insee.

Les marchés financiers, dont le financement de l'État dépend entièrement, exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés, aujourd'hui, 4 ou 5 %. La dette est un véritable enjeu de spéculation entre leurs mains, spéculations dont nous faisons les frais par l'inflation et la cherté du crédit. L'État assure ainsi une véritable rente aux spéculateurs, ces six derniers mois, 34,5 milliards d'euros rien que pour les intérêts, des milliards qui au lieu de servir à lutter contre les conséquences dramatiques du réchauffement climatique, sont détournés vers la spéculation.

Le capital tient les cordons de la bourse de l'État et lui dicte sa politique.

Un Etat démocratique au service de la collectivité devrait permettre à la population de décider et de contrôler tant son financement que ses investissements.

Pour se donner les moyens d'avoir une véritable politique face au réchauffement climatique, il est indispensable d'annuler la dette, d'exproprier les banques et les groupes financiers pour constituer un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs.

« Geler » une petite partie de la dette comme le propose LFI serait illusoire et dérisoire. Il n'y a pas d'autre façon de « concilier radicalité et gouvernement » comme elle prétend le faire, que d'avoir une politique radicale pour arracher des mains de la bourgeoisie le contrôle de l'État pour le placer entre les mains du monde du travail.

## **Pour répondre à la catastrophe en cours, abolir la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange afin d'instaurer une planification démocratique**

Pour mettre fin à l'incurie de l'État, son incapacité à anticiper les conséquences de la crise climatique, il faut aller plus loin, c'est-à-dire mettre fin à la logique capitaliste pour rompre les mécanismes sociaux, économiques, financiers qui y conduisent et l'aggravent, s'attaquer aux racines du problème, le fonctionnement même du système, la course aux profits et la concurrence militarisée, le profit pour le profit, le pouvoir et la domination qui ruinent la nature et la société.

« Dans toute affaire de spéculation, écrivait Marx, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. »

L'affaire ne dépend pas de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. « La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes. » Ces « lois immanentes de la production capitaliste » menacent l'humanité d'une régression généralisée catastrophique.

Il n'y a pas d'autre remède que d'en finir avec la propriété privée capitaliste, le profit et la concurrence pour mettre en place une organisation rationnelle de la production et des échanges fondée sur la satisfaction des besoins humains dans le respect de la nature.

La prétendue « révolution écologique » de Glucksmann ne peut être qu'un mirage puisque non seulement il n'imagine pas un instant s'en prendre au pouvoir du capital mais qu'il en est un défenseur. Quant à la « planification écologique » défendue par Mélenchon, elle n'est qu'une formule creuse si elle ne repose pas sur une planification économique, c'est-à-dire l'expropriation des multinationales et des groupes financiers, ce qui suppose une réelle révolution, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

## **Rompre avec la résignation, ne pas laisser noyer notre révolte dans les urnes et les illusions électorales**

Fidèles à leur méthode qui consiste à retourner la catastrophe que leur politique engendre contre ses victimes pour poursuivre leur folle fuite en avant, les classes dominantes et leurs idéologues ne pouvant plus nier l'évidence du désastre et des drames nous expliquent que ce sont des fatalités. L'homme ne peut contrôler la nature de même que l'économie obéit à des lois elles aussi « naturelles » qui s'imposent à lui !

Leur propagande vise à tétaniser les esprits pour étouffer la prise de conscience des menaces que la domination capitaliste engendre pour l'humanité et la planète.

Toute l'Europe méridionale, occidentale et centrale a subi, depuis fin mai, une suite de vagues de chaleur et de canicules, des inondations et la sécheresse aux conséquences dramatiques. De toute évidence la crise climatique s'amplifie comme le préoyaient les scientifiques. Les inondations meurtrières qui ont balayé les villages d'une vallée de l'Himalaya à la frontière entre le Népal et le Tibet en sont une terrible illustration.

La catastrophe est en route mais il n'y a aucune fatalité à la subir. Les causes en sont clairement identifiées depuis des décennies, la fuite en avant productiviste au mépris de l'homme et de la nature d'un capitalisme sénile aux abois.

Les seuls à même de changer les choses sont ceux qui n'ont rien à perdre et tout à gagner à la liquidation de la domination du capital, de son mode de production fondé sur l'exploitation, le pillage et la guerre, les classes exploitées, les travailleurs et travailleuses, les chômeurs et chômeuses, les jeunes.

Il faut mettre fin à cette absurde concentration des richesses entre les mains d'une minorité qui empêche de répondre à l'urgence climatique et plonge l'économie dans la régression.

53 milliardaires français concentrent à eux seuls davantage de richesses que 32 millions de personnes, soit près de la moitié de la population.

Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, les milliardaires ont vu leur fortune doubler. En 30 ans, la France a basculé dans une ère d'inégalités sans précédent.

Les milliardaires s'enrichissent pendant que la pauvreté atteint des records.

Ainsi les urgences, climatique, sociale, démocratique, les besoins de la population ne sont pas compatibles avec la domination capitaliste et l'État qui la sert quelle que soit la majorité parlementaire ou sans majorité.

A qui fera-t-on croire que l'avenir dépend de la mascarade des présidentielles, du bulletin de vote ? Pour la bourgeoisie, le Medef, la présidentielle a pour fonction de valider, par le vote, les politiques réactionnaires, antidémocratiques, criminelles qui sacrifient l'intérêt général aux intérêts privés d'une minorité et de mettre en place, avec la bénédiction de Trump, un pouvoir des droites extrêmes et de l'extrême droite pour les imposer à la population.

Seule la lutte du prolétariat peut renverser la table et bousculer les calculs de la bourgeoisie. Face à la minorité capitaliste parasite, il représente la majorité de la population qui, du fait de sa place dans les rapports sociaux, dans la production, ses compétences, permet à notre société de fonctionner.

A travers la confrontation sociale et politique en cours tant à l'échelle nationale, européenne qu'internationale se forment les nouveaux rapports sociaux et politiques qui engendreront de nouveaux développements de la lutte de classe. La folie criminelle du capitalisme prépare sa propre fin, les conditions mêmes de son renversement et de la construction d'une société socialiste fondée sur la coopération et la planification. Ce processus historique ne peut être réalisé que par l'organisation démocratique et l'intervention consciente du prolétariat qui a besoin pour cela de solder les comptes des reculs du mouvement ouvrier et des divisions stériles du vieux mouvement révolutionnaire pour se donner à travers les mobilisations sociales, politiques et la libre discussion son propre parti démocratique et révolutionnaire.

*Yvan Lemaitre*